



Ordres, contre-ordres et désordre : les chefs d'établissements "épuisés" par les contradictions du ministère

Pour les chefs d'établissement du premier comme du second degré, la reprise est particulièrement rude. Injonctions contradictoires, protocole changeant, absence de cap du ministère... Soit autant d'éléments qui provoquent l'épuisement et la lassitude des personnels de direction.

Le jour de la reprise de l'école "obligatoire" a sonné. Depuis ce lundi 22 juin, comme annoncé par le président de la République, Emmanuel Macron, lors de son allocution du 14 juin, les élèves sont tenus de revenir garnir les salles de classe et les établissements, eux, de les y accueillir dans des conditions optimales. D'après un sondage flash réalisé par le SE-Unsa, syndicats d'enseignants, réalisé auprès de 130 écoles et 50 collèges sur tout le territoire, dans le premier degré, 75% des élèves étaient présents, contre 60% dans le second degré. Un taux jugé "satisfaisant" par l'ensemble des chefs d'établissements interrogés par Marianne, malgré la persistance d'importantes craintes des familles vis-à-vis de la situation sanitaire et du peu de jours de classe restant avant les fameuses vacances scolaires. Une échéance que le personnel de direction voit approcher avec soulagement, "épuisés" par des mois de "débrouille" et de "contradictions" venues du ministère, notamment à l'occasion de la préparation du dernier protocole sanitaire. Même si la prochaine rentrée s'annonce tout aussi anarchique dans son organisation.

Une communication "bordélique"

Sébastien Rome est directeur de l'école élémentaire de Lodève, dans le département de l'Hérault. Ces dernières semaines, il les a cependant passé à observer cinq autres écoles des alentours. Et partout, il a pu constater le même désarroi et les mêmes difficultés. "Généralement, on a surtout souffert des ordres et des contre-ordres, mais aussi de l'écart entre ce qui est ordonné et ce qu'il est possible de faire", explique-t-il. La source de leurs maux ? Le fameux "protocole sanitaire". Son contenu d'abord, parfois "trop lourd" à mettre en oeuvre, d'où le procès en "déconnexion" fait au ministère par certains jusqu'à son assouplissement. Mais surtout sa communication aux équipes, pointée comme "aléatoire" et "bordélique" "Pour connaître les règles sanitaires qui devaient être les nôtres, il fallait être attentif à la moindre dépêche, se désolé Anabel Roy, directrice de l'école primaire de Saint-Martin de Jussac (Haute-Vienne). Le ministère n'est passé que par voie médiatique pour faire connaître son protocole. À tel point qu'il est arrivé à la directrice de lancer aux parents d'élèves : "Attendez, je n'ai pas regardé BFM, je n'ai donc pas d'informations à vous donner sur les règles sanitaires qui seront les nôtres lundi prochain"

Un penchant pour l'oreille médiatique qui a, à en croire Sébastien Rome, perturbé

jusqu'aux académies elles-mêmes : "J'ai eu certains échos faisant état du fait que les échelons intermédiaires, à savoir les recteurs ou les inspecteurs de circonscription, étaient informés après coup, parfois même après que les directeurs ne soient au courant grâce aux informations des médias" . Une information confirmée par deux sources rectorales, soulignant pour l'une d'entre elles un "désordre croissant" depuis le 11 mai, date de la réouverture des écoles.

"S'organiser sereinement sans craindre d'injonctions contradictoires"

Directeur de l'école de Nouvion (Somme), Jean-Luc Massalon confie avoir enfin "trouvé son rythme" après plusieurs périodes de troubles, à chaque fois avant la parution des différents protocoles. Le dernier en date, officialisé par le ministère le mercredi 17 juin, n'a pas échappé à la règle. "Avant qu'il ne soit connu, nous n'avions aucune idée des pistes retenues , confie-t-il. Nous avons donc organisé des réunions à partir de bruits, d'informations parcellaires... Il nous fallait pourtant informer les parents qui nous pressaient pour connaître le cadre de l'école obligatoire annoncé par le président" . Alors, le directeur a pris les devants en envoyant un mail aux parents d'élèves en fonction de bribes d'informations connues le mercredi midi. "Nous leur expliquions qu'à cause de la règle du mètre latéral, nous ne pouvions accueillir tout le monde à partir du lundi suivant"

Problème, le soir même, un arrivage d'informations contredisant celles qu'il venait d'envoyer aux parents lui sont transmises : les distances deviennent finalement facultatives. "Il a fallu faire un rectificatif immédiat, précise-t-il. Heureusement, ils commencent à avoir l'habitude qu'on les trimballe. Ils sont d'ailleurs majoritairement bienveillants, ils se rendent bien compte que ça ne tourne pas rond et que nous subissons cela autant qu'eux"

Changement de direction perpétuel

Depuis le 16 mars, date de fermeture des écoles, "aucun cap" n'est déterminé, ajoute Sébastien Rome. "C'est même encore pire que cela , détaille-t-il. Cette absence de cap est bien particulière. Elle ne réside pas dans un flou mais dans un changement de direction perpétuel. C'est cela qui est problématique et qui nous pousse à anticiper sans attendre les consignes d'en haut" . Un syndrome de la girouette, symbolisé par la volte-face du ministre de l'Education nationale sur la question du mètre de distance à partir de la primaire, qui "crée parfois des tensions" entre parents et enseignants, rapporte un directeur d' école primaire de Côte d'Or. "Ce manque de clarté provoque des vagues de panique. À la suite de la publication du protocole, nous avons reçu un certain nombre d'appel de parents craignant que l'école devienne la foire : sans distance, sans masque pour les enseignants... Il a fallu faire un énorme travail de dialogue et de pédagogie pour les aider à démêler le vrai du faux" . Car même si la règle du mètre de distance n'est plus que facultative, la plupart des établissements continuent de procéder à des "entrées différées" ou à découper les récréations par classe pour éviter les contacts.

Dans le second degré, même galère et même fatigue. Avec, désormais, une appréhension particulière pour la rentrée prochaine. Céline Aubrejat, principale du

collège Pierre-Dubois de Laval (Mayenne), a décidé de constituer un groupe de travail constitué du personnel de direction, du conseiller principal de direction (CPE), et des professeurs pour trouver une réponse à la question suivante : comment récupérer les élèves actuellement "éloignés de l'école" sans attendre des consignes qui ne viendront de toute façon que "trop tard" ? "Nous devons anticiper la prochaine rentrée et réfléchir aux moyens à engager pour réussir le pari de la rentrée, notamment pédagogiques , décrit-elle. Nous n'attendons plus grand chose du ministère hormis un peu plus d'autonomie pour nous organiser sereinement sans craindre d'éventuelles injonctions contradictoires"

Même agacement du côté de Pascale Le Flem, proviseure de la cité scolaire de Redon (Ille-et-Vilaine) : "Actuellement, on ne peut pas prévoir le visage qu'aura la prochaine rentrée ni imaginer ce que seront les modalités d'accueil. Et par ailleurs, nous n'avons toujours pas d'indice à propos de ce que pourrait préconiser le gouvernement sur cette question... Mais il nous faut bien avancer. Alors, on travaille en partant du principe que tout le monde pourra rentrer..." . Jusqu'à ce qu'une consigne inverse intervienne ?